



13.02.2018 16:46:18 SDA 0127bsf
Suisse / Berne (ats)
Politique, 11099300, 11099000

L'Etat doit davantage s'engager dans la lutte contre les addictions

L'alcool et le tabac, bien que légaux, demeurent les produits addictifs les plus létaux en Suisse. Alors que leur consommation stagne, Addiction Suisse s'inquiète de la diversification des chemins menant à la dépendance et en appelle à un engagement accru de l'Etat.

Les exemples de cette diversification ne manquent pas, écrit Addiction Suisse dans son Panorama 2018 publié mardi. A travers ce dossier, la fondation fait le tour des connaissances les plus récentes en matière de consommations problématiques et de dépendance.

Et de citer les cigarettes électroniques ou autres produits du tabac chauffés qui envahissent le marché; le cannabis contenant du CBD ou sous forme de gouttes ou de baume, voire dans les denrées alimentaires, ainsi que les nouvelles substances psychoactives et les jeux en ligne.

Rôle de l'Etat

Cette évolution exige de nouveaux garde-fous. Il s'agit de favoriser les produits qui provoquent le moins de dommages et non pas de céder aux groupes d'intérêt les plus influents. Sans engagement politique, il y a un vide dont les fabricants profitent, affirme le Centre national de compétences Addiction Suisse.

Une action rapide et un concept global sont nécessaires pour mieux réguler le marché et limiter les dégâts pour la santé. Mais à ce jour, aucune ligne politique claire n'a été définie, regrette-t-il. Or l'Etat doit revêtir le costume d'arbitre et intervenir là où la santé de la population est en jeu.

Il doit pour ce faire intensifier la recherche indépendante. A la publicité de l'industrie, l'Etat doit répondre par l'information, la prévention, voire la législation qu'il s'agit d'adapter.

Tabac

Et Addiction Suisse de citer l'exemple du tabac. Le taux de fumeurs stagne en Suisse à environ 25% depuis six ans, alors qu'il diminue dans de nombreux pays européens. Par exemple l'Angleterre et la Suède ont mené une politique antitabac très dynamique et ont activement contribué à faciliter le passage aux produits de nouvelle génération.

En l'absence de mesures de ce type, on court le risque que ces produits génèrent une consommation de nicotine supplémentaire. La Suisse a donc besoin d'une politique cohérente en matière de tabac et de nicotine qui tienne compte des dommages pour la société et l'économie. Selon les derniers chiffres, 9500 décès sont causés chaque année par la fumée.

Alcool

Pour l'alcool, Addiction Suisse avance les chiffres de 1600 décès prématurés par année. Mais si 75% des habitants de plus de 15 ans ne fument pas, ils ne sont que 14% à ne pas boire, une part en légère hausse. Et parmi les millions de Suisses à consommer bière, vin ou spiritueux, près de 250'000 sont dépendantes de la bouteille.

Addiction Suisse met le doigt sur un effet collatéral moins connu: en 2016, 51,6% de la population, des femmes surtout, a été importunée d'une façon ou d'une autre par des tiers alcoolisés, souvent des inconnus. Un taux quasi inchangé depuis 2012.

Drogues légales et illégales



Les autres produits addictifs connaissent des taux de consommation bien moindres, à l'exception du cannabis. Pour ce dernier, une révision de loi est nécessaire afin de clarifier des situations conflictuelles qui se multiplient, à l'image de celles engendrées par les produits du CBD, la conduite d'essais thérapeutiques ou l'inégalité des sanctions.

Au-delà des drogues illégales, Addiction Suisse attire l'attention sur la hausse de la consommation de médicaments, les antalgiques à base d'opiacés plutôt par les aînés et les psychostimulants par les plus jeunes. De plus, près de 200'000 personnes prennent des somnifères contenant des benzodiazépines depuis plus d'un an. Ces derniers étant remis sur ordonnance, c'est à la responsabilité des médecins qu'Addiction Suisse en appelle.

Internet et jeux d'argent

Restent deux sortes d'addiction, virtuelles mais pas moins dangereuses: celle liée aux jeux d'argent et celle provoquée par l'Internet. Parmi les adeptes des jeux d'argent, 0,8 à 2,2% sont des joueurs problématiques et 0,5 à 0,8% des joueurs pathologiques. Le phénomène touche essentiellement des hommes plutôt jeunes.

L'ouverture du marché des jeux d'argent sur Internet menace d'entraîner davantage de gens dans la dépendance, avertit la fondation. L'Internet justement, dont l'usage est devenu problématique pour 1% des plus de 15 ans.

Mais pour les 12-13 ans et les 15-19 ans, ce taux atteint les 7%. De quoi s'inquiéter, sachant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé les jeux vidéos sur le Web comme un trouble et qu'on ignore encore tout des effets à long terme de telles pratiques.